

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS

AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

**J**

Communiqué de presse n° 65 (F)

26–28 septembre 2000

Déclaration finale de M. **HORST KÖHLER**,  
Président du Conseil d'administration et  
Directeur général du Fonds monétaire international,  
à la séance de clôture



**Déclaration finale de M. Horst Köhler,  
Président du Conseil d'administration et  
Directeur général du Fonds monétaire international,  
à la séance de clôture  
Prague, 27 septembre 2000**

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Mesdames et Messieurs, j'aimerais de nouveau remercier, au nom du FMI, le Président Havel, le gouvernement de la République tchèque, M. Hrubý, M. Vodička et tous les services qui ont préparé cette assemblée, M. Kolář, le directeur de la police, ainsi que le maire et les habitants de la ville de Prague. Merci pour l'efficacité exceptionnelle et l'extraordinaire hospitalité dont vous avez fait preuve en votre qualité d'hôte de cette assemblée annuelle du millénaire, malgré les événements navrants qui se sont déroulés en dehors de cette enceinte. Je déplore qu'il y ait eu des blessés, notamment parmi les forces de l'ordre, et je me propose, avec Jim Wolfensohn, de rendre visite à un certain nombre d'entre eux ce soir.

En ce qui me concerne, j'estime que nos réunions ont été très fructueuses, au niveau non seulement des séances officielles, mais aussi de mes nombreuses rencontres et discussions avec les représentants des pays membres. Mettre la mondialisation au service de tous a clairement été le leitmotiv de cette assemblée. À cet égard, j'aimerais remercier le Président Havel de nous avoir rappelé dans son allocution d'ouverture que le champ de la politique économique internationale est vaste et qu'il faut lui donner une dimension éthique et spirituelle. M. Havel a souligné que ce serait une grave erreur de considérer que l'humanité sera toujours divisée entre les riches d'un côté et les pauvres de l'autre. Notre action doit être collective et nous devons la mener dans un esprit de partenariat et de solidarité, sans oublier que l'humanité est notre patrimoine commun.

Ce principe est au cœur de ma vision du rôle futur du FMI. Si je peux reprendre les termes que vous avez employés, Monsieur le Président, il incombe aux institutions qui servent de point d'ancrage au système économique mondial de s'assurer que la mondialisation se traduit par une amélioration de la vie de tous. Nous devons aider nos membres à profiter des chances qu'offre la mondialisation, tout en trouvant de meilleurs moyens d'en limiter les risques, de façon à ce qu'ils puissent parvenir à une croissance durable et réduire la pauvreté. Jim Wolfensohn et moi-même avons bien souligné que ce sont les objectifs que le FMI et la Banque mondiale vont poursuivre à la fois ensemble et comme partenaires de nos membres.

Je suis très encouragé par le soutien enthousiaste que les gouverneurs apportent à la vision du FMI que j'ai exposée dans mon allocution d'ouverture. J'ai le sentiment que vous estimez vous aussi que le FMI doit :

- s'employer à promouvoir une croissance non inflationniste qui profite à tous les peuples du monde;
- jouer un rôle crucial dans la défense de la stabilité du système financier international;
- recentrer ses activités sur la stabilité macroéconomique et travailler en synergie avec les autres institutions internationales;
- être une institution ouverte au monde extérieur, qui tire les leçons de l'expérience et du dialogue et qui s'adapte en permanence à l'évolution des choses.

Nous sommes tous venus à Prague pour discuter d'un grand nombre de problèmes fondamentaux qui se posent actuellement dans l'économie mondiale. Malheureusement, ces journées ont été gâchées par le comportement violent et destructeur d'une minorité que n'intéressent guère le dialogue et le processus démocratique. Le fait que les habitants de cette ville magnifique ont subi des dégâts matériels, et que certains d'entre eux ont même été blessés, m'attriste profondément. Devant cette situation, les autorités ont fait preuve d'un calme et d'une modération admirables. Et c'est grâce à leurs efforts que notre assemblée a pu se dérouler, et permettre ainsi aux pays membres de témoigner leur profond soutien à la mission et aux activités du FMI.

Lorsque, le week-end dernier, le Comité monétaire et financier international (CMFI) a discuté de la surveillance multilatérale, nous avons examiné les risques qui planent sur la viabilité de l'actuelle expansion économique mondiale, en particulier les déséquilibres entre les économies et entre les monnaies des grands pays industrialisés et la situation sur les marchés mondiaux du pétrole. De l'avis général, le niveau actuel des cours mondiaux du pétrole ne sert les intérêts ni des pays consommateurs, ni des pays producteurs. Des cours élevés sont particulièrement préjudiciables aux pays les plus pauvres. Par ailleurs, l'idée d'un dialogue entre les pays producteurs et les pays consommateurs en vue d'assurer une plus grande stabilité sur les marchés pétroliers a suscité un grand intérêt. Je partage l'opinion de M. Gordon Brown, le Président du CMFI, pour qui ce débat reflète la nature même du FMI, c'est-à-dire une institution fondée sur la coopération où se retrouvent les producteurs et les consommateurs de pétrole, les pays développés et ceux en développement, les riches et les pauvres. Dans l'ensemble, les gouverneurs envisagent avec optimisme de nouvelles perspectives favorables pour l'économie mondiale.

Les gouverneurs ont en outre admis que des réformes plus ambitieuses sont nécessaires dans les pays industrialisés. À cet égard, ils se sont félicités de l'engagement pris récemment d'intensifier les réformes structurelles en Europe, ainsi que des actions lancées par la BCE et les autres grandes banques centrales pour soutenir l'euro.

Nous en conviendrons, le mandat qui est celui du FMI exige qu'il agisse, non seulement sur les questions de taux de change, mais également sur les thèmes de commerce international. Leurs enjeux sont en effet importants pour l'économie mondiale. Les débats de ces derniers jours nous ont rappelé combien il est urgent d'ouvrir davantage les marchés industrialisés aux pays en développement, car c'est essentiel pour lutter contre la pauvreté. Jim Wolfensohn et moi-même avons demandé aux services de nos institutions d'étudier les moyens de contribuer à cette tâche.

Les initiatives que nous menons à l'appui de l'architecture financière mondiale ont déjà permis de renforcer le système financier international : c'est le sentiment qui se dégage clairement de ces réunions. Cela dit, il ne fait aucun doute que nous ne saurions nous arrêter en si bon chemin. Nous devons redoubler d'efforts pour placer la prévention des crises au cœur de la surveillance du FMI. Vous avez noté que le FMI doit aider ses membres à mettre en place des systèmes de données, à détecter les causes de vulnérabilité et à renforcer leur système financier national. De nombreux gouverneurs ont souligné l'importance des initiatives de surveillance régionale. Vous avez demandé des efforts plus soutenus pour préserver la stabilité du système financier international, ce qui exige que l'on appréhende mieux la dynamique des marchés de capitaux internationaux et que l'on fasse participer de façon constructive les marchés de capitaux. Vous avez salué à cet égard la création du Groupe consultatif sur les marchés de capitaux, dont j'avais pris l'initiative.

Vous avez toutefois été nombreux à noter qu'il importe d'adapter la mise en œuvre de toutes ces activités à la situation particulière de chaque pays membre et au stade de développement de son marché financier, et d'accroître l'assistance technique tout en améliorant sa coordination. Vous avez en outre souligné que la conception de ces initiatives devait — c'est important — reposer sur un vaste processus de consultation.

Le réexamen des facilités du FMI récemment mené à terme nous a permis de mieux adapter les instruments dont nous disposons pour apporter une aide temporaire aux pays membres et pour prévenir et surmonter les crises. Comme nous l'avons clairement constaté, les pays membres reconnaissent qu'il faut préserver la nature rotative des ressources du FMI et donc que la conditionnalité est nécessaire. Je me félicite des encouragements que vous avez adressés au travail que nous menons pour simplifier et recentrer la conditionnalité du FMI afin de promouvoir l'adhésion des pays aux programmes. Cette adhésion se trouve renforcée — j'en suis convaincu — lorsque la conditionnalité du FMI se concentre sur les mesures qui contribuent le plus à la stabilité macroéconomique et à la croissance. Dans cette perspective, le FMI devra œuvrer en étroite collaboration avec d'autres institutions, et en particulier avec la Banque mondiale. Enfin, vous avez accueilli avec satisfaction les progrès accomplis par le FMI dans la définition d'un cadre devant guider la participation du secteur privé à la prévention et à la résolution des crises et vous nous avez encouragés à le peaufiner et à le rendre opérationnel.

Les pays membres veulent que le FMI continue d'agir avec conviction auprès des nations les plus pauvres : c'est justement ce que nous ferons. Nous continuerons de travailler conjointement avec la Banque mondiale à la mise en œuvre de la stratégie participative de réduction de la pauvreté. J'ai noté l'importance que vous attachez à cette démarche pour promouvoir la participation la plus vaste possible à la conception des stratégies de lutte contre la pauvreté — notamment celle des plus démunis, qui la connaissent le mieux pour la vivre quotidiennement —, mais j'ai également noté combien elle sollicite les capacités administratives des pays. Il est clair que le FMI, la Banque mondiale et les donateurs doivent mobiliser une plus grande assistance technique pour justement renforcer ces capacités. Il est tout aussi clair que les pays industrialisés doivent apporter un niveau bien plus approprié d'aide publique au développement.

En dressant le bilan de la mise en œuvre de l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) vous avez constaté qu'il est difficile de concilier le souci d'une action rapide et la nécessité d'un allègement de la dette qui se traduise effectivement par un recul de la pauvreté. Je peux vous assurer que — conformément à cet objectif — Jim Wolfensohn et moi-même ferons tout ce qui est dans nos moyens pour que le plus grand nombre de pays puisse bénéficier, le plus rapidement possible, d'un allègement de la dette. J'ai pris note des déclarations de nombreux gouverneurs demandant un allègement plus substantiel. Mais il est évident que des difficultés subsistent dans le financement de l'initiative renforcée existante et que nous devons nous efforcer de mobiliser d'autres contributions pour ne pas être forcés de refuser un concours à des pays admissibles par manque de financement dans les institutions multilatérales, dont le FMI. Nous devons poursuivre nos efforts pour que tous les créanciers participent à l'initiative de façon appropriée.

Je retiens de ces rencontres une conviction commune selon laquelle, plus que jamais, la mondialisation doit s'appuyer sur la coopération et sur les institutions qui lui donnent forme. Fort de ses 182 pays membres, le FMI est une institution véritablement universelle qui, dans toutes ses instances — ses gouverneurs, son Conseil d'administration, sa direction et ses services — vit sous le signe de la coopération. Vous avez souligné dans vos interventions l'importance que vous attachez à cette coopération et votre désir de la renforcer. Vous l'avez fait en évoquant de nombreuses questions, dont celles de la représentation et des quotes-parts.

Enfin, alors que ces réunions touchent à leur fin, permettez-moi de remercier M. Trevor Manuel pour avoir dirigé aussi magistralement nos délibérations. Je souhaite à tous un retour agréable dans vos pays, dans l'attente de vous retrouver l'an prochain sous la présidence de M. Eduardo Lizano Fait, Gouverneur pour le Costa Rica. Dans l'intervalle, c'est avec enthousiasme que je m'emploierai avec vous à faire de notre vision commune de l'avenir du FMI une réalité.